

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPRIMERIE MORDACQ

PETIT NEUFPRE
ZONE INDUSTRIELLE
62120 Aire Sur La Lys

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\MORDACQ
Imprimerie_Aire-sur-la-Lys_0007002000\2_INSPECTIONS\2025_11_04_incendie
Code AIOT : 0007002000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement IMPRIMERIE MORDACQ implanté PETIT NEUFPRE ZONE INDUSTRIELLE 62120 Aire sur la Lys. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incendie s'étant déclaré le dimanche 2 novembre 2025 sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPRIMERIE MORDACQ

- PETIT NEUFPRE ZONE INDUSTRIELLE 62120 Aire sur la Lys
- Code AIOT : 0007002000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPRIMERIE MORDACQ implantée à Aire-sur-la-Lys est spécialisée dans les activités d'impression offset utilisant des rotatives à séchage thermique.

Les installations exploitées sont visées par la rubrique 2450-A-a (imprimeries - Offset utilisant des rotatives à séchage thermique) sous le régime de l'autorisation et par la rubrique 2445-1 (transformation du papier, carton) sous le régime de l'enregistrement.

Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/05/2021 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/11/2007.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	gardiennage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.5.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	formation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.6.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 4.4.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	déclaration accident	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 2.5.1	Sans objet
5	plan de secours	Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article Chapitre 8.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a prévenu l'inspection dès le 03/11/2025 de la survenue d'un incendie sur son site le 2 novembre 2025.

Cet incendie a mis en évidence **plusieurs dysfonctionnements** :

- un accès libre à certaines installations situées à l'extérieur du bâtiment (notamment l'installation à l'origine de l'incendie) ;
- l'absence de gardien sur place en dehors des heures ouvrées ;
- l'absence de formation du personnel à la conduite à tenir en cas de sinistre entraînant

notamment des initiatives inappropriées.

L'incendie a également mis en évidence des **insuffisances dans le PII**. Le retour d'expérience de cet incendie permettra d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.
Constats : Par courriel en date du 03/11/2025, le PDG de la société Imprimerie MORDACQ informe l'inspection de la survenue d'un incendie le 02/11/2025. Il est précisé que la situation est maîtrisée et que les dégâts sont limités. Un rapport d'incident a été transmis par l'exploitant (courriel du 25/11/2025) comprenant une chronologie des faits : <ul style="list-style-type: none">- arrêt de l'exploitation des installations le samedi 01/11/2025 à 5h ;- à 9h38 les pompiers sont prévenus par le voisinage d'un incendie en cours. 34 pompiers interviennent sur ce sinistre ;- de 10h15 - 10h 30, arrivée des premiers salariés sur site. A noter que les pompiers sont déjà présents sur site. L'installation à l'origine de l'incendie est directement accessible (site en partie non clôturé). En l'absence de personnel les pompiers ont dû forcer une porte pour pénétrer dans le bâtiment. La fonction du premier salarié arrivé sur les lieux est "Responsable comptabilité" identifié "responsable de la communication" selon le plan d'intervention interne (P.I.I). Il a donc une fonction administrative. Cet opérateur a procédé à l'impression du P.I.I depuis le site avec l'aide du responsable informatique (présent à compter de 11h05). A noter que le responsable informatique est intervenu sur les serveurs malgré la présence de fumées. Puis sont arrivés : <ul style="list-style-type: none">- le "responsable façonnage et transport" identifié comme "responsable logistique" dans le P.I.I. A noter que ce salarié a tenté d'ouvrir les portes de quai situées à proximité immédiate du lieu de départ de l'incendie en pénétrant dans le bâtiment. Cette action n'a pu être réalisée en raison de la présence de fumée et a conduit à l'intervention d'un pompier pour secourir ce salarié. Les fonctions décrites dans le P.I.I du responsable "logistique" sont "assure l'intendance des secours et du PC + assure l'accueil et l'acheminement des secours et des moyens + assure la police dans l'établissement ;- le responsable fabrication identifié comme responsable observation dans le P.I.I. Lors de

l'incendie cette personne répond aux questions des pompiers et les guide, **rôle réservé au responsable "logistique" selon le P.I.I ;**

- le "responsable amélioration continu" n'ayant pas de rôle défini dans le P.I.I.

Le directeur général du site (identifié "Directeur des Opérations Internes" dans le P.I.I) est arrivé sur site à 11h. Le Président-Directeur-Général (identifié "**Directeur des Opérations Internes et Responsable Intervention**" dans le P.I.I) **est arrivé à 15h15.**

Les premières investigations ont montré que :

- l'incendie a été observé à l'extérieur du bâtiment avant de se propager à l'intérieur via les conduites d'aspiration ;
- l'installation en cause est l'installation de compactage des déchets de rognures de papier (dénommé "système de rognure des compacteurs 1 et 2"). Elle se situe en partie dans le bâtiment et en partie à l'extérieur ;
- l'origine de l'incendie serait un échauffement sur le compacteur ou sur un moteur d'aspiration ;
- l'accumulation de rognures ou poussières de papier dans l'installation favorise son embrasement ;
- les conséquences au niveau des installations de production sont minimales ;
- l'exploitant indique avoir relié aujourd'hui le "système de rognure des compacteurs 1 et 2" au "système de rognure des compacteurs 3 et 4" existant, par l'intermédiaire d'une nouvelle canalisation.

A noter qu'une partie des eaux d'extinction d'incendie n'a pas été confinée sur site mais s'est écoulée vers un fossé attenant. **L'eau du fossé présente une couleur vaseuse sur quelques dizaines de mètres en aval du rejet** puis retrouve sa limpidité.

L'exploitant complètera son retour d'expérience pour comprendre pourquoi la totalité des eaux d'extinction n'a pas été confinée sur site. **Une analyse de la qualité de l'eau du fossé sera réalisée. Les bordereaux d'élimination des déchets (papier/carton et mélange eau/hydrocarbures) seront transmis.**

L'exploitant complètera son rapport d'accident en transmettant à l'inspection la fiche de notification d'accident disponible à cette adresse : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, clôture des installations

Prescription contrôlée :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Constats :

<p>L'établissement n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie. Une partie des installations en cause dans l'incendie était située à l'extérieur, libre d'accès.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, transmission alerte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation du site, une surveillance des installations par gardiennage est mise en place afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est transmise directement aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Les conditions du gardiennage sont définies par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun gardiennage n'est mis en place en dehors des heures d'exploitation du site. Les pompiers sont intervenus suite à un signalement du voisinage. A leur arrivée aucun membre du personnel de la société n'était présent. Les pompiers ont forcé la porte d'accès à l'usine. Les premiers membres du personnel sont arrivés à compter de 10h10.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 8.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et faire face aux éventuelles situations dégradées. Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 10/11/2025, il a été demandé à l'exploitant de transmettre copie des formations et enregistrements de ces formations dispensées au personnel relatives à la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis d'information sur ce point. Néanmoins il a indiqué que "des formations vont être intégrées dans l'entreprise".</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article Chapitre 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, plan de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose : ... - d'un plan de secours détaillant les conduites à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan d'Intervention Interne existe (version 8 d'avril 2024). L'exploitant a indiqué qu'une mise à jour était en cours (avant l'incendie). Il a également indiqué que des lacunes avaient été identifiées suite à l'incendie. Ce P.I.I reprend différents chemin d'alerte : heures ouvrées, heures non ouvrées sans et avec contremaîtres. A noter qu'aucun schéma d'alerte ne répond à la situation rencontrée lors de l'incendie. Outre le déclenchement de l'alerte, le premier retour d'expérience réalisé montre que la gestion de l'incendie ne s'est pas déroulée exactement comme prévue par le P.I.I. Ainsi, la première personne arrivée sur site est une personne dont la fonction est administrative. L'initiative d'un membre du personnel d'ouvrir les portes de quai, tâche non prévue, a conduit à le mettre en danger. Aucun chef du PC (poste de commandement) n'était présent pendant toute la durée de l'incendie bien que 4 personnes puissent occuper ce rôle selon le P.I.I. Plusieurs membres du personnel sont intervenus sans que cela soit prévu dans le P.I.I. et donc sans définition préalable de leurs tâches. Par exemple, le responsable informatique coupe les serveurs bien que de la fumée soit présente dans le local. Ceci montre l'importance d'une bonne analyse des actions à réaliser (ce que va permettre le retour d'expérience et la mise à jour du P.I.I prévus par l'exploitant), la formation à la conduite à tenir (également prévus par l'exploitant), des exercices, les compte-rendus de ces exercices et leur exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2021, article 4.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des</p>

<p>disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne, avec leur points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été transmis par courriel du 28/11/2025. Deux plans sont joints au courriel : un plan reprenant l'ensemble du site (non daté et non référencé) et un plan reprenant le bâtiment où a eu lieu l'incendie (plan du 29/04/2019). Il est remarqué qu'un seul plan sur les deux répertorie des "bassins d'eaux usées" constitués par les quais.</p> <p>Le plan ne mentionne pas l'ensemble des informations demandées par l'article 4.4.2.</p> <p>A noter que l'exploitant ne connaît pas le fonctionnement hydraulique de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un seul plan doit reprendre l'ensemble du site (facilité d'exploitation, de mise à jour,...) .</p> <p>L'exploitant complètera le plan des réseaux (égouts et alimentation) afin qu'il reprenne l'ensemble des éléments demandés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>